solidarité ouvrière

Organe de l'Alliance syndicaliste

(Courant syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste d'expression française)

QUATRIEME ANNEE - N° 33 | PRIX : 1 F — PUBLICATION MENSUELLE | JANVIER 1974

FACE A LA CRISE

Solution parlementaire ou Syndicalisme révolutionnaire ?

PUTSCH et révolution manquée au Chili, crise du pétrole, menaces graves de chômage, danger de récession économique, grèves remettant en question l'arbitraire patronal en matière de licenciements, attaquant ainsi directement le droit de propriété ;

Inquiétude pour l'avenir dans les couches sociales menacées par l'évolution économique, radicalisation lente mais profonde d'un nombre toujours plus grand de travailleurs, hommes d'Etat qui parlent d'unité nationale, de discipline — économique cette fois ;

La mise en place du capitalisme transnational ne se fait pas sans douleur, et son organisation au plan international s'accompagne de la destruction sans retour du capitalisme concurrentiel et de l'amorce de la liquidation de la petite bourgeoisie, faisant plus lourdes l'exploitation et l'oppression des travailleurs.

On peut affirmer que nous sommes entrés depuis une dizaine d'années dans une crise générale de la société. Ce mouvement est formidable et commence même à s'étendre à l'U.R.S.S. : ne pouvait-on pas lire récemment dans « Politique-Hebdo » une interview d'ouvriers soviétiques exprimant clairement des positions de classe proches des nôtres — brisant le mythe de l'Etat ouvrier et de l'inexistence de la lutte de classes dans les pays de l'Est.

Face à ce bouleversement dont les premiers craquements se font entendre, sommes-nous prêts ?

Sommes-nous prêts comme courant de la classe ouvrière, parmi les travailleurs, dans les organisations syndicales avec nos camarades de classe, à impulser l'organisation et les luttes du prolétariat ?

D'autres se préparent à proposer leurs solutions, mais ces solutions sont-elles fondées sur les intérêts des travailleurs ?

CHANGEMENT DE STRATEGIE DES PARTIS DE LA GAUCHE PARLEMENTAIRE

On peut aujourd'hui affirmer que la révolte de mai-juin 1968 a surtout servi les social-démocrates et les communistes orthodoxes. La renaissance sur la scène sociale et politique de courants « révolutionnaires » leur a fait sans doute grand-peur : maoïstes et trotskistes gênaient leur développement dans l'intelligentsia et les nouvelles couches prolétarisées, ils pouvaient représenter un pôle d'attraction ; moins spectaculaire mais plus dangereux à terme, le repliement des travailleurs vers les organisations syndicales — rien n'est étranger au syndicat — menaçait leur recrutement et leur influence dans la classe ouvrière. Les directions des partis de gauche comprirent vite qu'en politique qui n'avance pas recule. Il leur fallait réagir et « oublier » leurs divergences. D'où l'Union populaire et son programme commun.

Cet accord électoral, qui les place comme alliés concurrentiels, est un grand succès de propagande. L'influence des révolutionnaires tend actuellement à se réduire et l'illusion parlementaire joue à plein. Outre cela, parce que les travailleurs sont exploités et luttent tous les jours, un certain nombre de mouvements revendicatifs sont encouragés, jusqu'à une certaine limite, car il faut faire la démonstration devant les travailleurs que la seule solution à leurs problèmes réside dans un changement de majorité au Parlement. Ainsi si des mouvements sont lancés ou soutenus ils aboutissent rarement à autre chose qu'à des avantages minimes. Le langage tenu se résume à : « Agissons par l'action syndicale contre les effets du régime capitaliste et n'oublions pas que le programme commun, lui, s'attaque à ses racines ! » Il s'ensuit entre les deux formations de l'union de la gauche une effrénée course de vitesse :

Pour le P.S., représenter une force suffisante est d'une absolue nécessité. Pour aboutir à ce résultat le parti recrute tous azimuts, n'importe qui sur n'importe quelle base, notamment en jouant parmi la « gauche » sur la crainte qu'inspire le P.C. : « La seule façon d'empêcher la dictature communiste en cas de changement politique est d'entrer au P.S. »

Pour le P.C., il est indispensable de devenir un parti de gouvernement :

a) Dans la perspective de l'organisation de l'Europe politique, les P.C., seulement implantés solidement en France et en Italie, sont très minoritaires en regard des social-démocrates ;

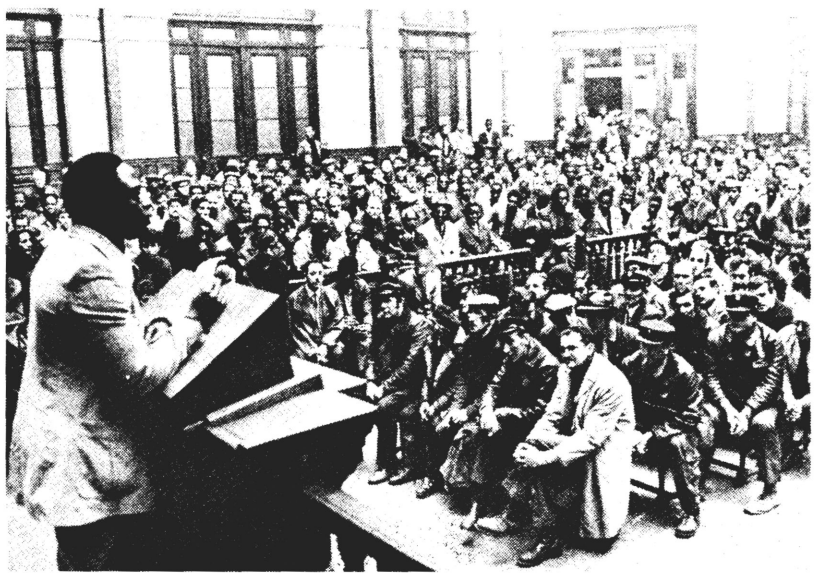
b) Le P.C.F. subit depuis 1945 un affaiblissement organisationnel et d'influence lent mais constant, qui peut se constater par exemple par le recul régulier de sa presse.

Pour le P.C.F., c'est le moment ou jamais ; dans dix ans les députés communistes au Parlement européen pourraient n'être qu'une minorité impuissante.

(Suite page 6)

- **Solidarité Espagne** p. 5
- **Débat pour le syndicalisme** p. 2 et 3
- **Cimenteries** p. 4

DEBAT POUR LE



SOYONS SYNDICALISTES

Comité d'action Lip

MYTHES ET RÉALITÉS

L'UNION départementale C.F.D.T. du Val-de-Marne a organisé récemment « les 6 heures de Lip » avec présence de R. Vitto de la section C.F.D.T. Lip. Ce fut une réussite aussi bien pour l'animation (orchestre, film magnétoscope sur Lip, Cerizay, panneaux...) que pour les débats (bonne assistance, nombreuses questions...)

La plupart des éléments ont déjà été décrits dans « Solidarité ouvrière ». Un aspect peu connu mérite cependant d'être signalé : l'évolution actuelle du Comité d'action Lip, qui fut évoquée à cette réunion.

— A sa création, le Comité d'action (C.A.) fut un élément positif qui permit à de nombreux travailleurs (adhérents C.F.D.T. ou inorganisés) de s'intégrer au travail dans les commissions. Il faut souligner, élément essentiel, qu'il n'était composé que de travailleurs de l'entreprise, ce qui le différencie totalement de certains comités où les travailleurs ne servent que de façade.

— Peu à peu le C.A. fut tenté d'apparaître comme une troisième force (avec la C.G.T. et la C.F.D.T.) au fur et à mesure qu'il se vidait de la plupart de ses membres. L'attitude de la C.G.T. a certainement encouragé indirectement cette tendance ; depuis le début elle a demandé à la C.F.D.T. d'évincer le C.A. de toute décision.

— Quelle est la situation actuelle ? Le C.A. ne regroupe plus que quelques individualités (20 environ). Certains ne sont que des éléments téléguidés par des groupes extérieurs. Ils ne participent plus au travail en commissions et voyagent un peu partout comme « Travailleurs de Lip », alors qu'ils prennent leurs décisions en dehors de l'assemblée générale quotidienne. Ainsi quelques-uns ont organisé le meeting « avec les Travailleurs de Lip » du 12 décembre à la Mutualité : celui-ci n'avait même pas été évoqué en assemblée générale, alors que jusqu'à présent toutes les décisions d'action avaient été prises en commun. On a même pu voir un membre du C.A. se faire recevoir, seul, **par Edgar Faure !**

Les groupes politiques qui leur servent de guides (« Révolution », « Rouge », etc.) suscitent des comités de soutien à Lip qui font suite aux « Comités pour la marche sur Besançon ». Dans les Yvelines par exemple, c'est un Comité d'action culturelle (!) qui a organisé les « 6 heures sur Lip » avec l'U.D. C.F.D.T. ; dans ce comité agissent en sous-main « Révolution », le P.S.U. notamment. Quelques militants C.F.D.T., défendant la position de leurs organisations politiques lors des réunions avec... les groupes auxquels ils appartiennent, ont désavoué une décision collective prise par le conseil de l'U.D. C.F.D.T. ! L'usage des doubles casquettes entraîne parfois dans des situations bien singulières...

ATTENTION : UN COMITE PEUT EN CACHER UN AUTRE

Il est certain que les comités de soutien servent le plus souvent à diverses organisations politiques pour tenter de repérer et récupérer les « ouvriers intelligents » qui, adjoints aux « petits-bourgeois ralliés à la révolution » forment le mélange recommandé par la recette léniniste pour constituer l'A. G. O. (Avant - Garde ouvrière).

Plus rarement un comité est mis en place pour la popularisation d'une grève. Celui-ci ne s'avère efficace que si les travailleurs en lutte en ont le contrôle complet.

Le cas du C.A. Lip est différent puisqu'il était formé uniquement de travailleurs de l'entreprise. Mais à partir du moment où quelques-uns de ses membres ont servi de relais à des groupes extérieurs — agglutinés sur Lip comme des mouches sur un fromage —, l'action du C.A. a perdu ses aspects positifs. Cela a été d'autant plus net à Besançon que l'organisation syndicale — ici la C.F.D.T. — a, là, joué son rôle.

De toute façon l'effort essentiel des militants anarcho-syndicalistes consiste à combler peu à peu les carences de l'organisation permanente des travailleurs : élargissement des domaines d'intervention, développement de la formation — notamment économique —, élaboration progressive d'un projet socialiste par le mouvement ouvrier lui-même... Vous croyez qu'un comité peut être utile dans ces domaines ?

LE syndicalisme... pour les uns, ce n'est rien, ou pas assez. Pour les autres, c'est **tout.**

Les journaux, les patrons, le gouvernement, les militants politiques et leurs appareils directeurs, les syndicalistes eux-mêmes parlent des syndicats et du syndicalisme. Mais le syndicalisme, c'est quoi au juste ? C'est avant tout une action des travailleurs qui ont décidé de se défendre contre l'exploitation quotidienne. Une action, certes, mais quelle action ?

Il y en a pour qui le syndicalisme est un moyen comme un autre de se protéger contre les aléas de l'emploi, de la hausse des prix, du pouvoir d'achat, etc. et peut-être même un jour contre les problèmes de fuite d'eau ou d'incendie. Malheureusement pour ces adhérents assurés, en matière de syndicalisme les risques ne sont pas toujours garantis.

Si on veut bien passer à un stade supérieur, le syndicalisme revendicatif défendu par les militants des partis politiques et leurs organisations permet aux travailleurs de s'exprimer et de revendiquer, mais sur un plan économique, étant bien entendu que les partis politiques se réservent la fonction de « synthétiseurs ». Et chacun y va de son petit programme, chacun y va de son clin d'œil aux travailleurs : « Viens chez mois, il y a du feu », ou bien « je suis plus révolutionnaire que celui d'à côté », « on fait payer moins cher »... On négocie, on passe des accords, et on devient le grand illusionniste de la classe ouvrière. Mais ce n'est pas grave, les travailleurs votent et tous les espoirs sont permis. Par ailleurs, de la division naît la confusion, ce qui fait qu'on a tout le temps de réfléchir sur d'autres combinaisons, plus élaborées les unes que les autres. Pendant ce temps, les travailleurs revendiquent, transpirent, revendiquent, obtiennent des miettes et puis votent ! Ouf, on respire !...

Et enfin, il y a l'infiltration fasciste de la C.F.T. dans les entreprises, favorisée par les S.A.C., les patrons et autres C.D.R. musclés. Mais elle mériterait qu'on n'en parle qu'avec des manches de pioche dans les mains...

Bref, à droite comme à gauche, certes sous diverses formes, on s'intéresse au syndicalisme, ce qui met en valeur, du reste, l'importance des travailleurs organisés.

MAIS revenons au syndicalisme, l'authentique, fait par et pour les travailleurs. Celui-là est moins facile. Il oblige à une présence quotidienne, à un travail d'explication. à des décisions collectives qui nous engagent vis-à-vis des autres et de nous-mêmes. Il nous oblige à tenir compte des réalités, plutôt que de faire de la police-fiction, et il nous oblige enfin à écouter et à débattre avec les travailleurs qui sont nos camarades d'atelier ou de bureau. Ce syndicalisme-là, c'est accepter de participer aux structures de l'organisation sans devenir un « fonctionnaire », car les structures ne sont que ce que les militants et les travailleurs les font.

Ce syndicalisme-là, c'est agir, c'est oser, c'est prendre et garder le pouvoir dans les entreprises afin de détruire le capitalisme et l'Etat, sans se laisser récupérer par de beaux parleurs qui ont le temps de lire de belles phrases (révolutionnaires ou d'Union populaire) et qui savent tout juste les répéter en public.

Ce syndicalisme-là, ce n'est pas défendre une chapelle, c'est un syndicalisme ouvrier et de classe, c'est un syndicalisme qui ne doit tolérer qu'**aucune organisation, fut-elle libertaire ou « autogestionnaire », ne s'assure le rôle dirigeant en son sein.**

Ce syndicalisme-là, c'est ne pas se laisser entrainer sur le terrain des « politiques », qui sont bien trop heureux lorsqu'ils peuvent introduire une de leurs « fractions-tendances » dans une organisation syndicale, contraignant ainsi les militants à discuter sur des options politiques issues de tel ou tel parti, plutôt que sur les moyens à mettre en œuvre contre le capitalisme et l'Etat.

AUX programmes des partis politiques, quels qu'ils soient, le syndicalisme peut répondre par le fédéralisme qui permet à tous de s'organiser socialement d'une manière anti-autoritaire, et qui, de plus, permet de reprendre très rapidement la production en se servant des structures de l'organisation syndicale, quitte à les modifier ou même à les abandonner si les travailleurs le jugent utile. Mais nous n'en sommes pas là. Auparavant, à travers notre pratique quotidienne démocratique et anti-autoritaire, nous devons développer un syndicalisme offensif, puis révolutionnaire.

Les avant-gardistes vont hurler à l'utopie, pour le bien des travailleurs, mais attention de ne pas trop les aimer, ces travailleurs, camarades... vous allez finir par les étouffer !

Le syndicalisme... c'est être un travailleur et se battre avec tous ceux qui ont fait un choix de classe syndicaliste.

C'est refuser de se laisser récupérer, embrigader, manipuler.

C'est enfin vouloir être !

les syndicats

SYNDICALISME

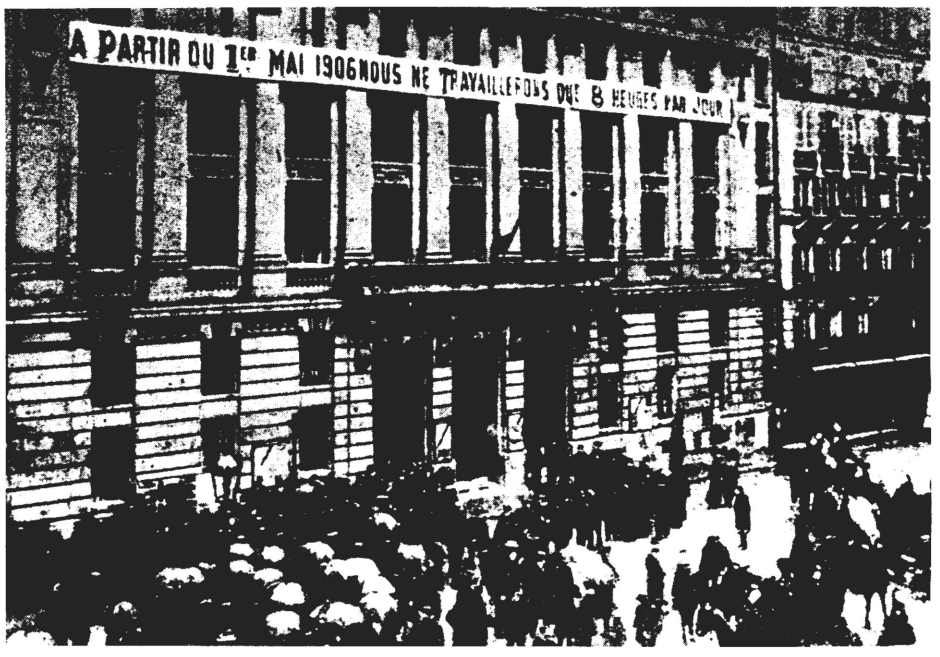
DANS les syndicats, aujourd'hui, les tentatives d'instaurer une pratique syndicaliste-révolutionnaire se heurtent tôt ou tard à l'esquisse d'un débat « rapports syndicat-parti ». Débat généralement escamoté par les tenants desdits partis sur le thème : « Nous avons autre chose à faire, cela n'intéresse pas les travailleurs » (ben voyons !), ou plus simplement : « Nous n'avons pas le temps », quand ce n'est pas : « Il y a les partis pour discuter de ces choses-là »...

Notre courant se développe : on ne pourra plus longtemps faire l'économie de ce débat, à tous les niveaux.

Le mouvement ouvrier organisé ne date pas d'hier, et le fond des questions qui se posent aux militants aujourd'hui est le même que celui du débat Marx-Bakounine au sein de la Première Internationale. Ces deux-là ont dit l'essentiel, même s'ils ont été contraints de discuter à coups de luttes de fractions.

Il est facile de ne voir dans les militants politiques d'extrême gauche que les méchants héritiers d'un méchant manipulateur dont l'arme favorite était la paire de ciseaux à tronquer les textes, conspirant sans vergogne dans le dos de la classe ouvrière. Efforçons-nous de juger Marx et ses successeurs non en termes sentimentaux ou philosophiques, mais sur des critères de classe.

Il est aisé pour des marxistes de ne voir dans les pays « socialistes » que des perversions du socialisme. Ces « perversions » ne sont-elles pas contenues — en germe — dans la pensée de Marx lui-même ?



DEUX POSITIONS

Dans le « Manifeste du parti communiste », Marx et Engels ont présenté les fondements de leurs conceptions. On les retrouve dans la résolution finale du congrès de La Haye (1872) :

« Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.

» Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes.

» Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat. »

Cette conception permet aux penseurs, aux bourgeois et petits-bourgeois « ralliés à la classe ouvrière » de s'attribuer un rôle dans le combat du salariat contre le patronat.

Pour Bakounine et les fédéralistes de l'Internationale, la politique à suivre est :

« .... la politique exclusivement négative de la démolition des institutions politiques, du pouvoir politique, du gouvernement en général, de l'Etat, et, comme conséquence nécessaire, l'organisation internationale des forces éparses du prolétariat en une puissance révolutionnaire dirigée contre toutes les puissances constituées de la bourgeoisie. »

BAKOUNINE, THEORICIEN DU SYNDICALISME

Ce dépassement, c'est le syndicalisme.

De la classe des producteurs naissent les moyens d'action sociale capables de « subalterniser » le pouvoir et de soumettre le capital. Il faut créer une **contre-société,** à vocation gestionnaire, fondée sur la solidarité ouvrière. Contre-société issue de la fédération des associations ouvrières (qu'on appelait alors sociétés de résistance).

« (Cette fédération) tout en pourvoyant aux nécessités actuelles constitue aussi l'embryon de l'administration de l'avenir. » (Rapport de la section de Bruxelles au congrès de Bâle - 1869)

Le syndicalisme-révolutionnaire dépasse, inverse et brise le schéma : Révolution politique - construction socialiste - communisme universel. Le monde nouveau se construit à l'intérieur de l'ancienne société : organisation, éducation, solidarité des travailleurs dans l'association et la grève jusqu'au moment où la classe ouvrière se débarrasse des chaînes de l'oppression et de l'exploitation au moyen de la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice.

« La révolution politique, contemporaine et réellement inséparable de la révolution sociale, dont elle sera pour ainsi dire l'expression négative, ne sera plus une transformation, mais une liquidation grandiose de l'Etat. » (Bakounine, Œuvres, T. IV)

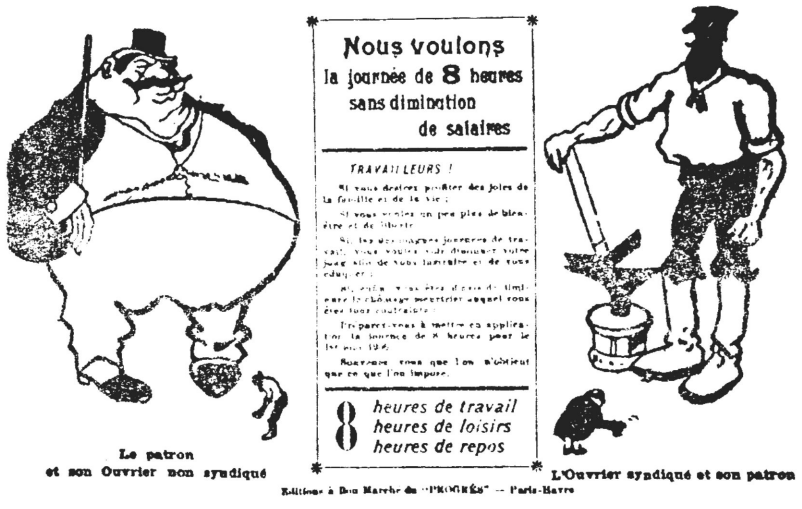
Bakounine est le premier théoricien du syndicalisme. Entendons-nous : le syndicalisme n'a pas jailli d'un coup de sa pensée. Bakounine fut le porte-plume des ouvriers les plus avancés de son époque. Il a combattu à leurs côtés, et il décrit leurs expériences, leurs espoirs.

LA POLEMIQUE

La constitution du « prolétariat » en parti politique :
— Conduit à la constitution de partis nationaux. C'en est fait de la solidarité internationale concrète des travailleurs. On sait aujourd'hui, avec l'internationalisation du capital, qu'elle n'est qu'un frein à l'émancipation des travailleurs.
— Nécessite des alliances tactiques avec les partis bourgeois, qui se transformeraient en serviteurs inconscients de la révolution. Hélas ! c'est la pire des utopies qui consiste à rayer d'un trait de plume tous les déterminismes de classe.

Quant aux « candidatures ouvrières » ou à la prise du pouvoir par une organisation minoritaire, les arguments échangés à l'époque ne sont rien face aux démentis sanglants qu'a apportés l'histoire.

Lutte politique ou lutte économique ? Bakounine et les fédéralistes de l'Internationale refusent de choisir. Les travailleurs doivent trouver le moyen de lutter sur les deux terrains : **la contradiction lutte politique - lutte économique ne doit pas être tranchée, mais dépassée complètement.**



Le patron et son Ouvrier non syndiqué

L'Ouvrier syndiqué et son patron

Editions à Bon Marché de l'"ECRÉS" — Paris-Havre

LENINE ET LES SYNDICATS

En Europe occidental (sauf en Angleterre et en Allemagne), le syndicalisme-révolutionnaire a été dominant dans la classe ouvrière. Le bolchevisme — théorie de couche de l'intelligentsia petite-bourgeoise radicalisée des pays dominés par l'impérialisme — n'a pu que constater l'existence de grandes organisations syndicales dans les pays développés. En Allemagne, les sociaux-démocrates avaient construit un vaste parti parlementaire « collaborant » avec les directions de grandes centrales ouvrières dans le but « d'aménager le système ».

Lénine a adapté le vieil héritage social-démocrate et théorisé la nécessité du parti « de type nouveau ». Ce parti n'est pas l'organisateur de la classe ouvrière, il en est « l'émanation ». Pour Lénine et ses héritiers, le syndicat n'est pas « l'organisation des travailleurs **conscients de la lutte à mener contre le capitalisme et l'Etat ».** Il n'est plus qu'une « organisation large, démocratique », « l'arme de tous les travailleurs ». Le syndicat de classe et de masse, dans cette optique, c'est celui qui reconnaît **dans les faits** le rôle **dirigeant du parti.** Le syndicat n'est pas le moteur, mais un agent de la révolution. Le syndicat n'est plus que « l'école du socialisme ».

AUJOURD'HUI

La « rentrée scolaire », en France, ne s'est pas faite sans heurts. C'est pourquoi il n'est pas poli de vouloir discuter des rapports syndicat-parti : tous les dirigeants syndicaux et les militants formés des partis politiques jettent un voile pudique sur cette question.

Dans d'autres pays la question est tranchée. Au Chili par exemple, avant le putsch, les élections dans la C.U.T. se faisaient sur listes présentées par les partis...

Mais la contestation souffle aussi sur les « écoles du socialisme ». Les élèves posent des questions. Certains galopins, comme nous, ne parlent même plus d'« indépendance » de la confédération par rapport au parti. Le mot a déjà été utilisé dans tous les sens possibles.

Il y a **concurrence** entre l'organisation de classe des producteurs — qui porte en elle le germe de la société future — et les partis politiques, organisations de citoyens — qui ne portent que les germes de nouvelles formes d'exploitation.

réalités quotidiennes
écho des luttes ouvrières

Grève dans les cimenteries

CEUX QUI ONT CIMENTÉ... LA BRÈCHE

IL nous paraît essentiel de souligner quelques aspects qui sont le plus souvent passés inaperçus dans les commentaires. Et pourtant il s'agit d'une grève dont les implications économiques et politiques étaient particulièrement importantes.

Nous ne rappellerons pas le déroulement détaillé de ce conflit qui a démarré sur des revendications de salaires et d'emploi, après un vote majoritaires parmi les 14 000 travailleurs du secteur concernant la grève illimitée. Celle-ci a duré environ quatre semaines.

CONSEQUENCES ECONOMIQUES

La presse a le plus souvent mis en avant les graves difficultés subies par les entreprises du bâtiment touchées par le manque le ciment. Ainsi l'opinion publique a mal saisi la position intransigeante qu'ont toujours conservée les patrons cimentiers — qui font de très gros bénéfices — (ce sont les **patrons** qui ont rompu les négociations le 11 décembre).

Or, deux faits n'ont pratiquement pas été portés à la connaissance du public :

— D'une part on a parlé des cimenteries alors que la grève concernait la branche « chaux et ciments ». Les patrons des fours à chaux se trouvaient justement à cette époque **obligés à une reconversion de leurs installations.** En effet, les raffineries ont décidé de ne plus produire du fuel raffiné (fuel n° 1) que les fours à chaux utilisaient jusqu'à présent : il y a autant d'argent à gagner en produisant du fuel très peu raffiné (fuel n° 2). Ainsi **les patrons des fours à chaux ont utilisé la période de la grève pour entamer leur reconversion.**

— D'autre part **les industriels du bâtiment** n'étaient pas — pour la plupart — mécontents des difficultés financières passagères amenées par la grève. Les « gros » dont la trésorerie était saine pouvaient assez facilement attendre la fin du conflit pour se rattraper ensuite ; alors que les petites entreprises avaient de grosses difficultés, pouvant aller jusqu'à la faillite. Ainsi la **concentration** chère aux capitalistes **a pu s'accélérer.**

L'**Etat** lui aussi y est favorable et dès le début il a encouragé les patrons cimentiers dans leur attitude négative (voir discours de Messmer aux premiers jours de la grève). Et ceci d'autant plus qu'il veut pousser le patronat à ne rien accorder dans la période actuelle aux travailleurs qu'il condamne à subir les conséquences de la crise économique.

CONSEQUENCES POLITIQUES

Le Parti communiste ayant décidé « d'être dans tous les coups », la C.G.T. était avec la C.F.D.T. au début de la grève. La C.G.T. avait même accepté une plate-forme commune où figuraient des augmentations de salaires égales pour tous, ce qui est contraire à ses positions habituelles.

Cependant, à mesure que la grève se durcissait et partait pour un deuxième mois, risquant à ce moment de gêner sérieusement l'industrie du bâtiment (même les gros), la C.G.T. (et la C.G.C.) signe un accord avec les patrons (16 décembre). Dans celui-ci il n'y a pratiquement rien de plus que ce que proposaient les patrons avant la grève : quatre semaines de grève pour 1,5 % et une prime (unique) de 400 F fin décembre 1973. La C.G.T. se contente d'informer ses adhérents qu'il faut reprendre le travail lundi 17 décembre.

Le P.C. ne veut pas courir le risque qu'une telle grève prenne de l'ampleur et risque d'entraîner un mouvement plus vaste qu'il ne contrôlerait plus. Certes le P.C. cherche l'épreuve de force avec le pouvoir, mais « Le défi démocratique » dans une main et une urne dans l'autre : comme il faut « agiter » avant de s'en servir, il faut favoriser les mouvements revendicatifs, mais en laissant comme seul débouché possible dès que la situation se durcit... le programme commun (vous aviez deviné ?).

Il y a parfois quelques bavures ainsi la C.F.D.T. ayant décidé de consulter les travailleurs le lundi matin, les militants du P.C. se sont trouvés dans des situations difficiles des sections C.G.T. ont même désavoué la signature de l'accord (dans la région de Mantes-la-Jolie notamment), et la grève s'est parfois poursuivie quelques jours.

L'implantation C.G.T. dans la branche est largement diminuée : des adhérents la quittent et vont à la C.F.D.T. Mais des postes de ministres seront de bien douces compensations

SOLIDARITE OUVRIERE

Malgré cette situation particulièrement difficile la solidarité a joué à plein. Financièrement d'abord ; les collectes ont très bien marché.
Sur le plan national, alors que le patronat et le pouvoir jouaient la division les travailleurs du bâtiment ont très bien compris l'action de leurs camarades, et les ont soutenus. Une bonne information a été faite, dès avant le début du conflit, par la Fédération du bâtiment C.F.D.T.

Sur le plan international : le secrétariat professionnel international de la branche (I.C.F.) a parfaitement organisé le boycott de la France et, au moins pendant quinze jours, les camions sont rentrés vides. Certains patrons, plus malins, ont peint leurs camions avec des noms d'entreprises étrangères et ont ainsi ramené quelques sacs, mais très peu. Au moment où commence à se préparer une vaste offensive des syndicats européens contre les sociétés multinationales, un tel résultat est de bon augure.

Ainsi cette grève a soulevé des questions importantes qui touchent aux implications économiques et politiques de l'action ouvrière. Les analyses que les travailleurs des cimenteries eux-mêmes vont en tirer sont importantes vont-ils céder au découragement ou à l'écœurement, ou bien s'efforcer à l'avenir de préserver l'indépendance de leurs organisations vis-à-vis des grandes manœuvres politiques (de quelque bord qu'elles viennent) ? En ces temps de grande offensive des supporters du programme commun et des « forces autogestionnaires », les travailleurs sentent la nécessité de renforcer les organisations de classe notamment au niveau des syndicats professionnels qu'ils ne désirent pas voir compromettre dans des magouilles politiques décidées au niveau confédéral.

Vient de paraître, dans une édition mexicaine, en espagnol : « Eleuterio Quintanilla (Vida y obra del maestro), contribucion a la historia del sindicalismo revolucionario en Asturias », de Ramon Alvarez.

Quintanilla, professeur de français et militant anarcho-syndicaliste asturien très populaire, est mort en 1966 à Bordeaux après vingt-sept ans d'exil politique.

Cette biographie est l'œuvre d'un de ses élèves devenu son disciple puis son compagnon de lutte.

24 F. A commander au journal.

Grève active chez Williams Harvey

Williams Harvey & Co., fonderies d'étain situées près de Liverpool, ont été mises en liquidation par leurs propriétaires Consolidated Tin Smelters. Williams Harvey est la plus grande fonderie d'étain en Europe et, dans le monde, une des rares à traiter, en grande quantité, certaines qualités de minerai à faible teneur.

En plus du traitement d'une large part de l'étain provenant de Cornouailles, elle se charge également de la moitié du minerai produit en Bolivie (26 à 30 000 tonnes par an). Cela signifie qu'elle dépendait dans une large mesure du minerai que la junte militaire bolivienne lui fournissait sur le dos des mineurs qu'elle exploite.

Une tentative a été réalisée pour s'affranchir de cette dépendance en obtenant une subvention de l'Etat s'élevant à £ 1,5 million, pour diversifier les activités vers d'autres métaux non ferreux. L'usine la plus moderne d'Europe fut construite à cet effet, mais elle n'a jamais été mise en route faute d'un crédit complémentaire (cette sorte d' « aide » de l'Etat consiste à casser la deuxième patte d'un canard déjà boiteux). Il est donc bien évident que les £ 10 millions du déficit réalisé par la compagnie, au cours des quatre dernières années, ne peuvent être imputés aux travailleurs ni à des revendications salariales.

Les travailleurs de W. Harvey voulurent connaître la destination des nouveaux contrats de minerai bolivien. Ils découvrirent par hasard que les nouvelles fonderies étaient Cooper Pass Ltd. (situées à Hull), filiale de Rio Tinto Zinc (R.T.Z.), qui est évidemment la gigantesque compagnie multinationale qui contrôle les usines boliviennes. Autrement dit, les travailleurs découvrirent qu'ils étaient les dindons d'une farce complexe se jouant entre R.T.Z., leur maison mère (Consolidated Tin Smelters), le gouvernement conservateur et la junte militaire bolivienne.

— *Le but de tout cela :* un monopole de R.T.Z. sur tout le traitement de l'étain en Grande-Bretagne.

— *Le prix pour les travailleurs :* des centaines d'emplois en moins dans une région déjà affectée par un taux de chômage de 20 %.

Les travailleurs de W. Harvey se trouvent dans une situation difficile. Ce qu'ils ont déjà accompli est cependant remarquable. Fin juin, ils ont informé les administrateurs provisoires que les ouvriers, les employés et la direction locale continueraient le travail afin de permettre aux liquidateurs de vendre l'entreprise en fonctionnement. A ce moment-là, 5 000 tonnes de minerai étaient stockées à Liverpool, attendant d'être envoyées à Cooper Pass & Co., la nouvelle fonderie.

En juillet ils ont commencé à mettre en place des piquets devant les en-

R.T.Z. DOIT CÉDER AUX OUVRIERS !

trepôts à Liverpool et dans la région, obtenant une collaboration officieuse des délégués des docks, des transports et du « Liverpool Trades Council ». Le 1er août ils ont obtenu par ce moyen le blocage de tout le minerai grâce au comité des délégués du port. Des rencontres avec les délégués de Cooper Pass s'organisèrent en parallèle, et le comité accepta finalement de boycotter tout minerai destiné initialement à W. Harvey. Le 19 septembre les 5 000 tonnes de minerai boycottées à Liverpool ont été transportées à W. Harvey au lieu de Cooper Pass. Le comité d'action de W. Harvey a obtenu, par l'intermédiaire du liquidateur, la fourniture de 5 000 tonnes supplémentaires, ce qui fournit du travail jusqu'à Noël.

Les travailleurs ont jusqu'à cette date pour prouver que la faillite de la compagnie est due à une mauvaise gestion, à une aide de l'Etat « à double tranchant » et à une manœuvre multinationale, non aux travailleurs eux-mêmes. C'est sur ces bases qu'ils espèrent trouver un acheteur. Leur tâche est difficile. Non seulement R.T.Z. est en mesure de tout dicter, grâce à sa position quasi monopoliste, mais le liquidateur n'est là que pour s'occuper du minerai bolivien et doit être étroitement surveillé.

Si aucun acheteur, ni aucune aide de l'Etat ne survient, le seul atout des travailleurs de W. Harvey serait l'embargo national sur tout le minerai d'étain entrant en Grande-Bretagne. R.T.Z. sait bien ce que cela pourrait lui coûter et a déjà accepté de ne pas entraver un projet de production à long terme chez W. Harvey.

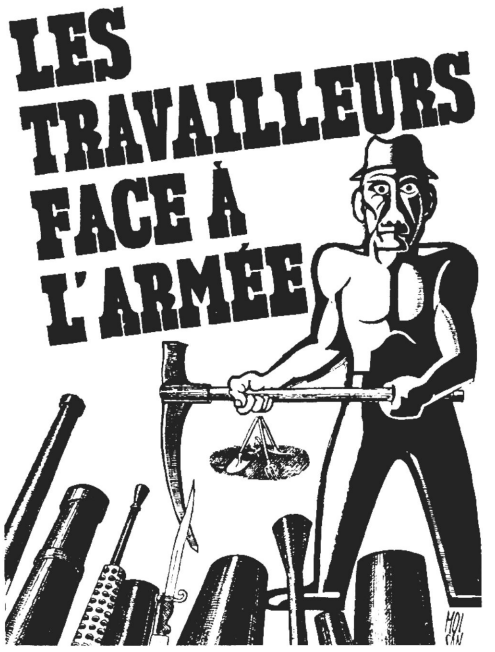
Une telle situation démontre l'énorme force mais également la faiblesse d'une telle tactique. Une entreprise aussi isolée que W. Harvey, le dos au mur, peut néanmoins s'affronter, avec succès, à un des géants des monopoles multinationaux, limiter le champ de son action ainsi que son pouvoir de décision, dans la mesure où une solidarité nationale réelle existe.

Il y a cinq ans, les mineurs d'étain en Bolivie, qui souffraient des pires conditions d'hygiène du monde minier, occupèrent leurs mines. Le gouvernement bolivien, les poches garnies par R.T.Z., prit leurs femmes et leurs enfants en otages ; certains d'entre eux furent fusillés et les mines bombardées.

Aujourd'hui, à W. Harvey, une autre sorte d'occupation est en place. La lutte est plus claire que jamais. Ce n'est pas d'une part l'économie nationale contre l'étranger, mais d'une part les assassins (qu'ils se cachent derrière la politesse suave du London Metal Exchange et des salons feutrés de la direction de R.T.Z.) contre les travailleurs de toute nationalité qui ne peuvent contrôler leur vie qu'en contrôlant leur lieu de travail.

Traduit de « Worker's Control »
novembre 1973

L'ARMÉE FACE AUX TRAVAILLEURS



JEAN AUTHIER, membre du secrétariat de l'Union pacifiste de France (U.P.F.), militant C.F.D.T. aux P.T.T., a écrit un petit livre, « Les travailleurs face à l'armée », dans le but d'une prise de position du mouvement ouvrier.

ANALYSE DU ROLE DE L'ARMEE

Dans son avant-propos, Authier souligne que **« ... de plus en plus de travailleurs ont conscience qu'ils ne pourraient changer leur vie que lorsqu'ils se seraient débarrassés de l'armée, grande protectrice des privilégiés et des oppresseurs ; l'armée servira surtout dans l'avenir à mater d'éventuelles luttes ouvrières intérieures... »**

Tout cette partie nous paraît excellente et écrite dans un style particulièrement mordant :

« ... Refuge des fainéants, providence des bons à rien, garde-fou de l'émancipation ouvrière : telle est l'armée ! Dans son giron hospitalier s'épanouissent pêle-mêle : paras pacificateurs, fanas de la magnéto, spécialistes de la torture, éternels baroudeurs et mercenaires qui, leur « adolescence » achevée, deviendront truands, barbouzes, appariteurs musclés, fossoyeurs chez Citroën ou... gorilles... »

« ...le militarisme est l'instrument de toutes les idéologies autoritaires... »

Il insiste sur l'hypocrisie des Etats dans les guerres en citant en particulier un fait très peu connu concernant le rôle des marchands de canons (Schneider, De Wendel en France, Krupp en Allemagne) pendant la guerre de 1914 : les mines de fer de Briey-Thionville dont le propriétaire était De Wendel fournissaient à la France 90 % de son minerai de fer. Or, **elles furent, dès le 6 août 1914, occupées par les Allemands sans aucune résistance... le général Verraux révéla par la suite que sa consigne lui prescrivait d'abandonner Briey sans combat. La vérité était la suivante : une entente avait été passée entre certains membres de l'état-major et des munitionnaires français pour laisser le bassin aux mains des Allemands afin que la guerre se prolonge (les Allemands n'auraient pu la poursuivre sans le minerai de fer) et que les bénéfices des marchands de canons soient accrus... »**

Il engage le syndicalisme à retrouver ses origines internationalistes et pacifistes. Rappelons en effet que Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., s'écrie en 1912 : « A bas la guerre des capitalistes, vive la guerre des classes ! »... pour finir par accepter l'« Union sacrée » en 1914 !

ANALYSE DE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

Les critiques que Jean Authier adresse envers celle-ci nous semblent surtout valables pour des mouvements minoritaires coupés des masses. Nous l'approuvons quand il écrit : **« Que peuvent espérer quelques milliers de révolutionnaires armés mais coupés de la masse face à des dizaines de milliers de soldats entraînés actuellement aux luttes insurrectionnelles et bénéficiant d'un matériel abondant et moderne ! »**

Il règle au passage leur compte aux partisans de l'Armée populaire : **« ... Il serait anormal de se réclamer de l'autogestion, des conseils ouvriers, du fédéralisme économique ou plus généralement d'une société égalitaire et de se dire trotskiste. Trotski ayant été l'ennemi juré des syndicats ouvriers, le partisan de la dictature impitoyable du parti, et le bourreau de la Commune de Cronstadt. »**

Nous pensons effectivement que seules plusieurs actions de masse des travailleurs avec leur organisation de classe (grève générale insurrectionnelle par exemple) répondant à une situation révolutionnaire peuvent mettre fin à leur exploitation. Cependant l'enjeu sera tel pour les capitalistes et leurs alliés qu'ils n'hésiteront **certainement pas** à utiliser **tous les moyens** pour les mater. Il nous semble que, d'un point de vue de classe, pour s'y opposer, la non-violence révolutionnaire que propose Jean Authier ne pourra répondre efficacement à une situation de cette ampleur, même si pour lui la non-violence... **« peut aller de la simple marche de protestation au boycott, à la grève gestionnaire ou au contrôle ouvrier, voire plus tard à la mise en place de responsabilités parallèles appelées à remplacer les autorités en place. »**

En résumé, nous sommes d'accord avec Jean Authier quand il préconise que le mouvement se donne les moyens de combattre aujourd'hui l'armée. Nous pensons également qu'il doit se donner les moyens de combattre l'armée **demain.** La seule garantie de ne pas voir la révolution échapper aux travailleurs c'est leur organisation, leur conscience révolutionnaire, mais aussi leur **force...** La capacité révolutionnaire de la classe ouvrière ne réside pas dans sa bonne volonté, mais dans son organisation.

De toute façon, ce qui nous paraît important dans la démarche de Jean Authier c'est sa volonté qu'un tel problème soit **discuté dans la classe ouvrière,** et nous sommes prêts à y participer.

SOLIDARITE ESPAGNE

C.N.T. DE ESPAÑA

MEETING SYNDICALISTE

Depuis la rentrée, la répression s'accroît de façon considérable en Espagne.

Nous syndicalistes libertaires, qui faisons si souvent mention de l'Espagne libertaire, devons être présents dans le soutien aux victimes de la répression (nos camarades et leurs familles), et le premier acte de solidarité, et de loin le plus utile, ce ne sont pas de belles paroles, mais de l'argent, de l'argent, et encore de l'argent.

L'Alliance syndicaliste demande à tous **de fournir un effort financier immédiat pour l'Espagne.**

Les camarades qui « tombent », tombent aussi pour nous.

L'Alliance syndicaliste s'engage à ce que les sommes réunies soient strictement réservées **aux victimes de la répression — elles n'auront aucun autre usage.**

Cet appel a caractère d'urgence et restera permanent tant que la vague de répression durera.

Verser les fonds à : C.C.P. 7 297-72 Paris - Claudine Toublet. En précisant : Espagne.

N.B. : Chaque prisonnier (outre les frais de procès, etc.) a besoin, en prison, au moins de 30 à 40 F par semaine « pour améliorer l'ordinaire » — et le soutien à une famille est au minimum de 50 F par semaine.

Organisé par

Frente libertario

et

L'Alliance syndicaliste

Vendredi 18 janvier
à 20 h 30

44, rue de Rennes
PARIS

Métro Saint-Germain-des-Prés

PARTICIPATION D'ORGANISATIONS SYNDICALES FRANÇAISES ET ESPAGNOLES

PARLEMENTARISME OU SYNDICALISME

(Suite de la première page)

P.C. ET P.S., QUELS INTERETS ?

Outre les intérêts électoraux directs de leurs dirigeants — devenir députés, sénateurs, conseillers généraux, etc. est une promotion sociale — les deux partis représentent des intérêts objectifs de couches ou de classes sociales.

Personne ne se fait trop d'illusions sur l'intelligentsia libérale qui dirige le P.S. ; depuis Millerand et sa tentative de capter la C.G.T., l'Union sacrée en 1914 avec Jules Guesde, l'humaniste Blum qui abandonna les travailleurs espagnols au fascisme et ne sut pas résister à la réaction capitaliste qui suivit le Front populaire, jusqu'à Guy Mollet allant chercher de Gaulle à Colombey, en passant par Jules Moch et ses C.R.S., la guerre d'Indochine et l'envoi du contingent en Algérie pour en arriver à Mitterrand (« L'Algérie, c'est la France ; la seule négociation, c'est la guerre. »), l'industriel Defferre partisan de l'autogestion, de ses entreprises de presse sans doute, et l'énarque Chevènement, le passé est lourd, très lourd.

Ce passé, leur recrutement parmi la petite bourgeoisie et les « notables » et l'origine sociale des partis issus de la Deuxième Internationale démontrent que les partis social-démocrates ne s'attaquent pas au capitalisme, ils l'aménagent.

Le caractère plus largement ouvrier du P.C. peut tromper. Il est indispensable de ne jamais oublier que les P.C. représentent les intérêts de la nouvelle classe bureaucratique de l'U.R.S.S. Ainsi, des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (Komintern), une seule demeure dans les faits : la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. et de son « modèle » socialiste, c'est-à-dire la défense inconditionnelle de sa classe bureaucratique. Aussitôt qu'un P.C. remet en cause cette condition on l'excommunie (exemple le P.C. australien) ou on déclenche une scission (le P.C. grec). Ce qui trompe beaucoup de travailleurs, c'est la propagande anticapitaliste des P.C. occidentaux.

La stratégie du P.C.F. s'inscrit dans cette perspective :

a) Par le maintien dans la classe ouvrière des illusions sur le caractère socialiste de l'U.R.S.S. — où une oligarchie de bureaucrates a remplacé une oligarchie de capitalistes et d'aristocrates (1) — et la tentative d'empêcher toute réflexion autonome sur le socialisme et les moyens d'y accéder ;

b) Par l'affaiblissement des forces capitalistes : entraver l'organisation politique de l'Europe des trusts et si possible « neutraliser » la France par la dénonciation des traités de l'Atlantique Nord.

En conclusion, P.S. et P.C. ne représentent pas plus l'un que l'autre les intérêts objectifs des travailleurs. L'un n'est que l'aile démocratique du capitalisme et l'autre le représentant et l'embryon de la nouvelle classe d'exploiteurs du travail, la bureaucratie d'Etat.

ET LA DIRECTION DE LA C.F.D.T. ?

Lorsque Eugène Descamps abandonna ses responsabilités de secrétaire général, il exposa les motifs de sa décision, en substance : « Le socialisme démocratique possède aujourd'hui une organisation syndicale dans laquelle se retrouvent beaucoup de travailleurs ; il lui manque un parti politique qui puisse sur ce plan le représenter hors des entreprises et au Parlement. Il faut entrer au P.S. et le rénover de l'intérieur, surtout par une action militante conséquente et de masse. Ce qui manque au P.S. ce ne sont pas les penseurs mais les militants. »

Reconnaissons que cette analyse a été suivie par un certain nombre d'adhérents de la C.F.D.T. : le résultat ne s'est pas fait attendre, le P.S. a amélioré son image de marque ; c'est un rassemblement hétéroclite sans doute mais il peut paraître crédible, notamment parmi les électeurs.

Les rapports préparatoires du Conseil national de la C.F.D.T. de janvier 1974 laissent à penser que les dirigeants actuels de la C.F.D.T. ne sont pas loin de cette orientation. La direction s'est donc ralliée à une version « souple » du modèle social-démocrate du syndicalisme, c'est-à-dire la séparation des tâches entre parti et syndicat et la qualité « supérieure » du travail du parti. Sans doute elle va tenter d'impulser cette position de plus en plus clairement à mesure qu'avance l'échéance électorale de 1976.

Nous nous trouvons donc en présence de la reconduction, à quarante ans de distance, d'un phénomène analogue au Front populaire de 1936. Dans cette union, la C.F.D.T. représenterait l'aile gauche, l'aile critique ; on sait que c'est là une position d'impuissance.

FRONT POPULAIRE ?

Les deux grands partis de la gauche ont réussi de nouveau — malgré le stalinisme, malgré ce qu'on sait peu à peu sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, malgré l'opportunisme du parti socialiste — à devenir crédibles aux yeux de nombreux travailleurs ; une dynamique a été créée. Où va-t-elle ? On peut craindre qu'une telle action politique amène le mouvement ouvrier dans une impasse. La position fondamentale des marxistes et des social-démocrates est connue : modifier le contenu de classe de l'Etat par un changement de majorité électorale puis remplacer le gouvernement à la solde du capitalisme par des ministres socialistes et, s'appuyant à la fois sur le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, promouvoir des lois qui feront évoluer les rapports de production dans un sens socialiste. Si la réaction se faisait tirer l'oreille une mobilisation des travailleurs serait organisée, mais sans jamais sortir de la légalité bourgeoise ; c'est une tactique réformiste de gauche qui se dessine. On oublie le sabotage économique, les tentatives de coup d'Etat, les interventions étrangères de pays capitalistes. Penser que le capitalisme pourra abandonner son pouvoir et sa propriété sans réagir brutalement est une utopie ! Le combat entre travail et capital ne sera pas résolu par des lois votées démocratiquement mais par des rapports de force.

UNE ERREUR

Un certain nombre de révolutionnaires espèrent que, poussés par les événements, les directions des partis de gauche seront forcées à la fois par les actions ouvrières et les réactions de la droite à mettre en œuvre, malgré elles, des mesures socialistes, réellement socialistes, expropriations et tentatives de gestion ouvrière d'un certain nombre d'entreprises. C'est l'orientation constante des trotskistes qui exigent que les « partis ouvriers » pratiquent une véritable politique ouvrière.

Leur principale erreur réside en ce point précis : **directions du P.S. et du P.C. ne représentent pas des intérêts ouvriers, mais d'autres intérêts.** Leur politique suivra ces intérêts, et ceux-là uniquement. Sans doute à l'intérieur de ces partis se créeront des tensions — des socialistes de bonne volonté essayant d'y défendre une politique ouvrière.

Rappelons que le P.C. a liquidé sans problème ses cadres issus de la Résistance à qui la politique de collaboration de classes d'après 1945 ne convenait pas. Quant au P.S., il a l'habitude d'exclure sa gauche quand il est au gouvernement — Marceau Pivert et la Gauche révolutionnaire pendant le Front populaire et ceux qui formèrent le P.S.A. pendant la guerre d'Algérie.

UNE SEULE GARANTIE, LES SYNDICATS

Une seule garantie reste aux travailleurs : leur organisation, c'est-à-dire aujourd'hui leurs syndicats. Non pas les appareils syndicaux, mais les nombreux syndicats de base construits dans les usines, les chantiers, les bureaux.

En prévision d'un gouvernement d'Union populaire, notre politique se définit clairement :

— Développer un fédéralisme réel dans les organisations syndicales : il faut que **les syndicats de base** aient des habitudes de discussion et de décision réellement fédéralistes, à savoir que l'action et l'orientation soient élaborées de manière autonome des partis politiques et des appareils confédéraux ; il est nécessaire de lancer des débats sur tous les problèmes ouvriers et que les décisions qui en résultent soient le reflet des positions des adhérents. Les positions des confédérations doivent être le reflet de celles des organisations syndicales de base et en tout état de cause un syndicat peut ne pas appliquer une orientation confédérale si celle-ci n'est pas conforme à la position élaborée démocratiquement par ses adhérents. A l'inverse du centralisme démocratique, le fédéralisme syndical impose un processus de décision de bas en haut et reconnait l'autonomie d'orientation des organismes de base, à l'intérieur du contrat d'organisation.

— Développer en deuxième lieu une grande bataille des idées sur la voie parlementaire, les rapports parti-syndicat, la possibilité d'un passage pacifique au socialisme, les réactions économiques, politiques et militaires de la bourgeoisie, le contenu du socialisme : autogestion et Etat, etc.

— Et enfin proposer — quel que soit le résultat des élections — un grand mouvement revendicatif, une véritable grève générale au lendemain du scrutin.

C'est par une action directe des travailleurs que le mouvement ouvrier organisé pourra reprendre l'initiative, un instant dévoyée par le parlementarisme, dans la lutte vers son émancipation.

(1) « L'Etat despotique ne saurait exister un seul jour sans avoir au moins **une** classe exploitante et privilégiée : la bureaucratie. » (M. Bakounine, lettre au journal « la Démocratie ».)

Permanence région parisienne : tous les mardis de 19 h 30 à 22 heures, 21 rue Jean-Robert, Paris-18e - métro Marx-Dormoy.

★

Permanence de Bordeaux : 7 rue du Muguet, tous les samedis de 15 à 17 heures.

★

Groupes de Lyon et de l'Est : écrire au journal.

★

Pour la Suisse : B.P. 44, Les Eaux-Vives, Genève.

★

Correspondance pour le journal : B.P. 31, Saint-Cyr-l'Ecole (78).

★

Abonnement : un an : 10 F - Abonnement de diffusion, un an, 5 exemplaires par mois : 45 F ; 10 exemplaires : 90 F ; 20 exemplaires : 175 F.

★

Verser les fonds à : **Claudine TOUBLET, C. C. P. 7 297-72 PARIS.**

Directeur de la publication : GEORGES YVERNEL

Imprimerie N.P.P., Paris-20e